

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de structuur en de verantwoording van de begroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen in het Waalse Gewest;

Gelet op de noodzakelijkheid om noodmaatregelen te treffen om de crisis COVID-19 op efficiënte wijze te beheersen door snel over budgettaire middelen te beschikken;

Gelet op de beslissing om middelen van het "Plan wallon de transition" (PWT) (Waalse Overgangsplan) toe te wijzen voor het beheer van deze crisis;

Overwegende dat de wijziging van deze twee artikelen van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 nodige middelen snel ter beschikking zal stellen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 33 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020, worden de woorden "en de uitgaven toegekend in het kader van de crisis COVID-19" ingevoegd na de woorden "in het kader van het Waalse overgangsplan (PWT)".

Art. 2. In artikel 34 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en de uitgaven toegekend in het kader van de crisis COVID-19" ingevoegd na de woorden "en van het "Overgangsplan (PWT)".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de ondertekening ervan.

Art. 4. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 maart 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40721]

18 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment son article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services ;

Que cette dernière est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et également à priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs ;

Considérant qu'il convient, afin de garantir la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci ;

Considérant, qu'il convient également de veiller à ce que les services publics soient en mesure de traiter effectivement procédures administratives et les recours relevant de leur responsabilité, tout en évitant que des décisions ne soient prises par défaut dans le cas d'une impossibilité de traitement dans les délais requis ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de suspendre tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Qu'il est proposé que ces délais soient suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. Ces délais recommenceront à courir le lendemain de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement constatant la fin de la période de suspension ;

Que le Gouvernement peut être appelé à décider de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté, il est raisonnable de l'autoriser, dans les circonstances actuelles, de décider de la date à laquelle il cessera de produire ses effets ;

Qu'en effet, la mesure visée dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est à ce point exceptionnelle qu'il s'indique d'y mettre fin dès qu'il apparaît qu'elle ne se justifie plus ou de la prolonger ;

Considérant qu'il il est à noter que la suspension des délais n'empêche pas les autorités tant régionales que communales de continuer à prendre des décisions même dans les situations où les délais sont suspendus ;

Considérant qui plus est, nonobstant la suspension des délais de rigueur, que les administrations concernées assurent, notamment, le paiement des rémunérations des membres de leur personnel, des prestations de sécurité sociale, ainsi que le paiement de leurs prestataires pour autant que ça concerne des prestations déjà effectuées ;

Que par ailleurs, le dispositif ici mis en œuvre n'aurait de sens s'il ne s'appliquait pas également aux recours qui peuvent être introduits à l'encontre d'actes des autorités administratives relevant de la législation wallonne devant le Conseil d'État ;

Qu'à ce titre, il convient de modifier l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973 afin de consacrer, dans les mêmes conditions, la suspension pour la même période de la saisine de la juridiction administrative ;

Que cette mesure se justifie sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ; qu'elle est nécessaire à l'exercice des compétences régionales car le dispositif ici mis en œuvre serait privé de cohérence si un recours externe contre un acte administratif était traité différemment d'un recours interne, qu'elle se prête à un traitement différencié dès lors qu'elle ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne et revêt un impact marginal dès lors qu'elle ne s'appliquera que pendant une période très limitée dans le temps ;

Considérant qu'il il conviendra de tenir compte de ce délai de suspension pour l'appréhension de la notion du délai raisonnable au sens de la jurisprudence du Conseil d'État ;

Considérant que l'article 3, § 1^{er} du décret d'habilitation prévoit que

« Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis.

Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement »

Considérant, compte tenu de l'urgence extrême à garantir la continuité du service public et à préserver tant la sécurité juridique que le principe d'égalité, il convient que le présent arrêté soit adopté sur le champ ; que ceci, en soi, justifie que ne soit pas consultée la section de législation du Conseil d'État et qu'il en va d'autant plus ainsi que celle-ci connaît bien légitimement des problèmes organisationnels et a fait savoir que *« Compte tenu de l'importante perturbation du fonctionnement normal de la section de législation, il convient de demander l'avis de préférence dans un délai de 60 jours et d'éviter, dans la mesure du possible, les délais plus courts de 5 et 30 jours »* ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les délais de rigueur et de recours fixés par les décrets et règlements de la Région wallonne ou pris en vertu de ceux-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sont suspendus à partir du 18 mars 2020 pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

Art. 2. L'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, est complété par un paragraphe 4 ainsi rédigé :

« § 4. Les délais applicables au contentieux de l'annulation devant la section du contentieux administratif relatifs à des actes pris par des autorités administratives ou de la réglementation de la Région wallonne sont suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

Le Gouvernement peut décider de lever cette suspension avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 3. Le Gouvernement, par arrêté, constate la fin de la période de suspension visée aux articles 1 et 2.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa signature.

Namur, le 18 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur,
de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre des Finances, du Budget, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DEBUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/40721]

18. MÄRZ 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere Artikel 6;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 11. März 2020 das Coronavirus COVID-19 als Pandemie bezeichnet hat;

In der Erwägung, dass die ergriffenen und noch zu ergreifenden Maßnahmen zur Eindämmung der Virusverbreitung in der Bevölkerung so geartet sind, dass sie jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verzögern, die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigen, und bestimmte Dienstleistungen sogar lahmlegen könnten;

Dass die Virusverbreitung ebenfalls den Bürgern die Möglichkeit nehmen könnte, ihre Rechte im Rahmen der Verwaltungsverfahren und Beschwerden auf nützliche und effektive Weise gelten zu lassen;

In der Erwägung, dass die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, damit kein Bürger wegen den Auswirkungen der Gesundheitskrise auf das tägliche Funktionieren der öffentlichen Dienste oder durch die Tatsache, dass er selbst nicht in der Lage ist, seine Rechte und Pflichten auszuüben, weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Verpflichtungen verhindert wird, so dass weiterhin die Kontinuität der öffentlichen Dienste gewährleistet, der Grundsatz der Gleichheit gewahrt und die Rechtssicherheit aufrechterhalten werden;

In der Erwägung, dass auch sichergestellt werden muss, dass die öffentlichen Dienste in der Lage sind, die in ihre Zuständigkeit fallenden Verwaltungsverfahren und Beschwerden wirksam zu bearbeiten, wobei zu vermeiden ist, dass im Falle einer nicht fristgerechten Bearbeitung Entscheidungen von Amts wegen getroffen werden;

In der Erwägung, dass es somit erforderlich ist, alle zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie die Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, auszusetzen;

Dass vorgeschlagen wird, diese Fristen ab dem 18. März 2020 und für einen Zeitraum von 30 Tagen auszusetzen, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt. Diese Fristen werden ab dem Tag nach demjenigen der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt des Regierungserlasses, in dem das Ende der Aussetzungsfrist festgehalten wird, erneut laufen;

Dass, da die Regierung dazu gebracht werden kann, das Datum des Inkrafttretens eines Erlasses zu bestimmen, es unter den gegenwärtigen Umständen vernünftig ist, ihr zu erlauben, über das Datum zu entscheiden, an dem er seine Wirkung verliert;

Dass die in dem vorliegenden Sondervollmächterlass genannte Maßnahme so außergewöhnlich ist, dass sie, sobald sich herausstellt, dass sie nicht mehr gerechtfertigt ist, zu beenden, oder aber zu verlängern ist;

In der Erwägung, dass zu beachten ist, dass die Aussetzung der Fristen sowohl die regionalen als auch die kommunalen Behörden nicht daran hindert, auch in Situationen, in denen die Fristen ausgesetzt sind, weiterhin Entscheidungen zu treffen;

In der Erwägung, dass die betreffenden Verwaltungen darüber hinaus ungeachtet der Aussetzung der zwingenden Fristen insbesondere die Zahlung der Entlohnung ihrer Personalmitglieder, der Sozialversicherungsleistungen, sowie die Zahlungen zugunsten ihrer Dienstleister gewährleisten, soweit dies bereits erbrachte Dienstleistungen betrifft;

Dass die hier umgesetzte Regelung bedeutungslos wäre, wenn sie nicht auch auf Beschwerden anwendbar wäre, die vor dem Staatsrat gegen Akte der Verwaltungsbehörden, die dem Wallonischem Recht unterliegen, eingelegt werden können;

Dass es in dieser Hinsicht erforderlich ist, Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abzuändern, um die Aussetzung um den gleichen Zeitraum der Befassung des Verwaltungsgerichts zu verankern;

Dass diese Maßnahme aufgrund von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen gerechtfertigt ist; dass sie für die Ausübung der regionalen Befugnisse notwendig ist, da der hier eingeführte Mechanismus an Kohärenz verlieren würde, wenn eine externe Beschwerde gegen einen Verwaltungsakt anders behandelt würde als eine interne Beschwerde; dass sie sich für eine differenzierte Behandlung eignet, wenn sie nur Akte der Verwaltungsbehörden betrifft, die dem Recht der Wallonischen Region unterliegen, und dass sie nur marginale Auswirkungen hat, da sie nur für einen sehr begrenzten Zeitraum gelten wird;

In der Erwägung, dass diese Aussetzungsfrist bei der Einschätzung des Begriffs der vernünftigen Frist im Sinne der Rechtsprechung des Staatsrats zu berücksichtigen sein wird;

In der Erwägung, dass in Artikel 3 § 1 des Ermächtigungsdokuments Folgendes vorgesehen wird:

“Die in den Artikeln 1 und 2 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen eingeholt wurden.

Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen.”

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass angesichts der äußersten Dringlichkeit, die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und sowohl die Rechtssicherheit als auch den Gleichheitsgrundsatz zu wahren, unverzüglich anzunehmen ist; dass dies an sich schon rechtfertigt, dass die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht konsultiert wird, und dass dies umso mehr der Fall ist, als Letztere zu Recht organisatorische Probleme hat und Folgendes erklärt hat: *“Angesichts der bedeutenden Störung der normalen Funktionsweise der Gesetzgebungsabteilung, gilt es, die Gutachten vorzugsweise innerhalb von 60 Tagen anzufordern, und die kürzeren Fristen von 5 und 30 Tagen möglichst zu vermeiden”*;

Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die zwingenden Fristen und die Beschwerdefristen, die in den Dekreten und Verordnungen der Wallonischen Region festgelegt sind, oder die kraft Letzterer angenommen worden sind, sowie die Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, werden ab dem 18. März 2020 für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt.

Art. 2 - Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 4. Die Fristen, die auf Nichtigkeitsstreitsachen vor der Abteilung der administrativen Streitsachen in Bezug auf Akte, die von Verwaltungsbehörden angenommen wurden, oder auf Rechtsvorschriften der Wallonischen Region anwendbar sind, werden ab dem 18. März 2020 und für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt.

Die Regierung kann die Aufhebung dieser Aussetzung vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist beschließen.”

Art. 3 - Die Regierung stellt das Ende des in Artikeln 1 und 2 genannten Aussetzungszeitraums durch Erlass fest.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 18. März 2020.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel,
Forschung und Innovation, digitale Technologien, Landwirtschaft und Raumordnung
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DEBUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/40721]

18 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6 ervan;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis coronavirus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Overwegende dat de WGO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Gelet op de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten aantasten en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat laatstgenoemde de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang brengt en de burgers ook de mogelijkheid ontnaemt om op nuttige en daadwerkelijke wijze hun rechten te gelde te maken in het kader van de administratieve procedures en beroepen;

Overwegende dat, met het oog op het garanderen van de continuïteit van de openbare dienstverlening, het gelijkheidsbeginsel gewaarborgd moeten worden en de rechtsveiligheid gevrijwaard dient te worden, maatregelen genomen dienen te worden die ertoe strekken dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impacten van de gezondheids crisis op de dagdagelijkse werking van de overheidsdiensten of omdat deze zelfs niet in staat zijn deze diensten uit te oefenen;

Overwegende dat er eveneens over gewaakt dient te worden dat de overheidsdiensten in staat worden gesteld de administratieve procedures en de beroepen daadwerkelijk te behandelen die onder hun verantwoordelijkheid vallen en tegelijk voorkomen wordt dat er bij ontstentenis beslissingen worden genomen in het geval van onmogelijkheid om in de vereiste termijnen te handelen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is alle dwingende termijnen op te schorten, vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Overwegende dat voorgesteld wordt dat deze termijnen opgeschort worden te rekenen van 18 maart 2020 en voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden. Deze termijnen beginnen opnieuw te lopen daags na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering waarbij het einde van de opschortingsperiode wordt vastgesteld;

Overwegende dat de Regering ertoe gedwongen kan worden, over de datum van inwerkingtreding van een besluit te beslissen, het redelijk is haar er in huidige omstandigheden toe te machtigen te beslissen over de datum waarop een besluit ophoudt uitwerking te hebben;

Overwegende dat de maatregel, beoogd in dit besluit van bijzondere machten, immers in deze mate buitengewoon is dat het aangewezen is deze te beëindigen zodra blijkt dat deze maatregel niet langer verantwoord is dan wel te verlengen;

Overwegende dat opgemerkt dient te worden dat het opschorten van termijnen de overheden, of zij gewestelijk of gemeentelijk zijn, niet verhindert om beslissingen te nemen, zelfs in de situaties waarin de termijnen opgeschort zijn;

Overwegende dat de betrokken administraties daarenboven, niettegenstaande de opschorting van de dwingende termijnen, met name de betaling van de vergoedingen van hun personeelsleden, de sociale zekerheidsprestaties en de betaling van hun uitvoerders waarborgen, voor zover dit betrekking heeft op reeds uitgevoerde prestaties;

Overwegende dat de hierbij ingevoerde regeling overigens op generlei wijze zinvol zou zijn indien zij niet eveneens van toepassing zou zijn op de beroepen die voor de Raad van State ingediend kunnen worden tegen akten van bestuurlijke overheden die onder de Waalse wetgeving vallen;

Overwegende dat het dienaangaande passend is artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 te wijzigen om in dezelfde voorwaarden de opschorting voor dezelfde periode vast te leggen betreffende het aanhangigmaken van zaken voor de administratieve rechtspleging;

Overwegende dat deze maatregel verantwoord is op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; dat zij noodzakelijk is voor de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden daar de hierbij ingevoerde regel van elke samenhang ontdaan zou worden indien een extern beroep tegen een bestuursakte op een wijze behandeld zou worden die zou verschillen van een intern beroep, dat zij zich tot een gedifferentieerde behandeling leent voor zover zij enkel betrekking heeft op de akten van de administratieve overheden vallend onder het recht van het Waals Gewest en slechts een marginale impact inhoudt voor zover zij enkel tijdens een zeer beperkte tijdsduur van toepassing zal zijn;

Overwegende dat rekening gehouden zal moeten worden met deze termijn van opschorting voor het vatten van het begrip van redelijke termijn in de zin van de rechtspraak van de Raad van State;

Overwegende dat artikel 3, § 1, van het machtigingsdecreet hetvolgende bepaalt:

“De besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden.

Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen.”;

Overwegende dat het, rekening houdend met de uiterste dringende noodzakelijkheid om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen en zowel de rechtszekerheid als het gelijkheidsbeginsel te vrijwaren passend is dat huidig besluit onmiddellijk wordt aangenomen; dat dit op zich een verantwoording is voor het feit dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet is geraadpleegd en dat dit des te meer geldt dat genoemd college begrijpelijkerwijze voor organisatieproblemen staat en mede heeft gedeeld dat het *“rekening houdend met de aanzienlijke verstoring van de normale werking van de afdeling wetgeving”* passend is dat *“het advies bij voorkeur aangevraagd wordt binnen een termijn van 60 dagen en dat “voor zover mogelijk kortere termijnen van 5 en 30 dagen vermeden worden”*;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De dwingende termijnen en de beroepstermijnen, vastgesteld bij de decreten en reglementen van het Waals Gewest of krachtens deze genomen en die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waals Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 worden opgeschort te rekenen van 18 maart 2020 voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden.

Art. 2. Artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 wordt aangevuld met een paragraaf 4 luidend als volgt:

“§ 4. De termijnen, van toepassing op nietigverklaringsrechtspraak voor de afdeling bestuursrechtspraak voor akten genomen door de administratieve overheden of de reglementering van het Waals Gewest worden opgeschort te rekenen van 18 maart 2020 en voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden.

De Regering kan beslissen deze opschorting op te heffen voor het vervallen van de termijn bedoeld in het eerste lid”.

Art. 3. De Regering stelt bij besluit het einde van de opschortingsperiode bedoeld in de artikelen 1 en 2 vast.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking daags na de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 18 maart 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel,
Onderzoek en Digitale Innovatie, Landbouw en Ruimtelijke Ordening,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DEBUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER